CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRÊT

**n°25915 du 10 avril 2009
dans l'affaire X/ V^e Chambre**

En cause : **X**

Ayant élu domicile : **X**

Contre :
le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides.

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS,

Vu la requête introduite le 8 janvier 2009 par **X** qui déclare être de nationalité turque, contre la décision **X** du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides prise le 19 décembre 2008;

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : « la loi ») ;

Vu le dossier administratif et la note d'observation ;

Vu l'ordonnance du 10 février 2009 convoquant les parties à l'audience du 10 mars 2009 ;

Entendu, en son rapport, G. de GUCHTENEERE, juge au contentieux des étrangers ;

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me SOENEN loco Me B. VRIJENS et Mme S. ALEXANDER, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse ;

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. La décision

1.1. Le recours est dirigé contre une décision de refus de reconnaissance de la qualité de réfugié et de refus d'octroi de la protection subsidiaire qui est motivée comme suit :

« Le 16 décembre 2008, de 9h15 à 12h00, vous avez été entendu par le Commissariat général, assisté d'un interprète maîtrisant le turc.

A. Faits invoqués

Vous seriez de nationalité turque et d'origine kurde. Vous invoquez les faits ci-après relatés à l'appui de votre demande d'asile. Votre dernier domicile en Turquie aurait été situé à Elazig. Vous seriez sympathisant du PKK depuis l'âge de dix ou onze ans. A ce titre, vous auriez logistiquement aidé cette organisation. Entre 1999, pensez vous, et il y a environ huit ou neuf mois, voire un an, vous auriez, environ vingt fois, été interpellé par

vos autorités nationales (dates ignorées). Privé de liberté entre quelques heures et plusieurs jours, au commissariat d'Okcular ou emmené en voiture, vous auriez été accusé de soutenir le PKK. Vous déclarez avoir été maltraité et insulté à ces occasions. En 2006, emmené par des militaires près d'un ruisseau, vous auriez été accusé de soutenir le PKK, d'être un traître pour l'Etat et des mauvais traitements vous auraient été infligés. Emmené à l'hôpital de Kovancilar puis à l'hôpital d'Elazig, vous y seriez resté huit jours, dont trois dans le coma, et vous auriez été opéré suite à une hémorragie interne. Début 2008, vous auriez été contraint par des militaires de signer un gros dossier et d'accepter, partant, de devenir gardien de village. Le PKK ayant appris qu'une arme vous aurait été remise, ils se seraient présentés à votre domicile vous la réclamant. Le lendemain, animé par la peur, vous auriez quitté Elazig. Vous auriez ensuite séjourné à divers endroits jusqu'à votre départ de Turquie. Vous faites également état d'une visite des autorités turques chez votre femme, dont vous auriez divorcé, lesquelles auraient précisé que vous étiez recherché. Pour ces motifs, vous auriez, le 7 septembre 2008, définitivement quitté votre pays d'origine à destination de la Belgique où vous seriez arrivé le 16 du même mois. Le 17 septembre 2008, vous avez demandé à y être reconnu réfugié.

B. Motivation

Force est cependant de constater qu'il ressort de l'analyse approfondie des divers éléments contenus dans votre dossier que ceux-ci ne sauraient suffire à établir qu'il existe, vous concernant, une crainte actuelle, personnelle et fondée de persécution au sens des critères retenus par l'art. 1er, par. A, al. 2. de la Convention de Genève du 28 juillet 1951. Vous n'avez pas non plus pu démontrer l'existence, dans votre chef, d'un risque réel d'encourir, en cas de retour dans votre pays d'origine, des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire. Ainsi, il appert à la lecture de votre dossier que votre crainte en cas de retour en Turquie trouverait son origine dans votre qualité de sympathisant actif du PKK. Or, il importe de souligner que vous n'avez jamais fait référence à ce profil politique dans le questionnaire du CGRA, où il est indiqué par ailleurs que vous avez été contraint d'aider la guérilla depuis 2006, ce qui infirme vos dépositions (questionnaire, pp.2 et 3). Invité à vous exprimer à ce sujet, vous avez expliqué que lorsque vous avez fait remplir ledit questionnaire par une personne de votre choix, celle-ci était fort occupée et que de nombreuses personnes attendaient. Cette tentative de justification ne peut être considérée comme valable et suffisante dans la mesure où : il s'agit précisément là de l'essence même de la présente demande d'asile, vous avez fait le choix de ne pas remplir ledit questionnaire avec l'assistance d'un agent de l'Office des étrangers et d'un interprète mis à votre disposition et ce, d'autant qu'il y est explicitement mentionné que des déclarations fausses et inexacts peuvent entraîner le refus de votre demande d'asile. Mes services ne peuvent, par conséquent, pas être tenus pour responsables des erreurs qui pourraient y figurer (CGRA, pp.2, 3, 7 et 8). De plus, vous avez affirmé avoir été interpellé une vingtaine de fois dans votre vie. Or, ces gardes à vue ne figurent pas non plus dans le questionnaire du CGRA. Invité là aussi à vous exprimer à ce sujet, vous avez fourni la même explication, laquelle ne peut, au vu de ce qui précède, être considérée comme valable et suffisante (CGRA, pp.7 et 8). Relevons que vous vous êtes montré pour le moins peu convaincant au sujet des activités exercées et des gardes à vue subies. Vous n'avez en effet pas été en mesure de préciser à combien de reprises exactement vous auriez été interpellé, vous n'avez pu situer ces arrestations dans le temps et vous vous êtes montré incapable de préciser quand vous auriez commencé à aider le PKK. Dans la mesure où il s'agit précisément là des activités menées et des faits de persécution subis, ces imprécisions jettent un sérieux discrédit sur l'ensemble de vos dépositions (CGRA, p.7). En outre, il ressort de vos déclarations que vous ne vous êtes pas renseigné pour savoir si vous seriez officiellement recherché par les autorités turques ou si une procédure judiciaire aurait été lancée à votre encontre, ce alors que vous affirmez être recherché et être accusé d'avoir aidé le PKK. Un tel comportement est totalement incompatible avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens des critères prescrits par la Convention susmentionnée (CGRA, pp.9 et 10). De même, on perçoit mal en quoi vous pourriez, personnellement, représenter un danger aux yeux des autorités turques. En effet, il n'appert pas à la lecture de votre dossier que vous ayez été impliqué d'une façon engagée dans la cause kurde ; les activités menées pour le compte du PKK ne sont pas conséquentes ; de votre propre

aveu, vous déclarez ne pas avoir entretenu de liens très fort avec cette organisation et excepté une visite des autorités chez votre épouse, vous ne faites état d'aucun problème particulier rencontré, actuellement, par les membres de votre famille (CGRA, pp.3, 4, 7, 8 et 9). Par ailleurs, vous invoquez également, à l'appui de votre demande de protection internationale, des antécédents politiques familiaux. Or, vous n'avez pu donner que peu de renseignements lorsque vous avez été invité à donner des informations précises quant à votre frère et aux autres membres de votre famille (à savoir, quant à leur profil politique, quant aux ennuis rencontrés et quant à leur statut). Il importe de souligner que, contrairement à ce que vous affirmez, votre cousin, Monsieur [B. N.] (SP : 5.850.422), s'est vu refuser le statut de réfugié et que mes services n'ont retrouvé aucune trace de son épouse, Madame [S. G.], laquelle aurait, selon vous, été reconnue réfugiée. Relevons que vous ne mentionnez aucun problème rencontré par votre beau frère, lequel vivrait aujourd'hui à Elazig après avoir rejoint la guérilla pendant dix ans. De surcroît, vous n'avez produit aucun document qui constituerait un début de preuve à ce sujet ou au sujet de la crainte par vous alléguée (CGRA, pp.4, 5, 6, 13 et 14). Au vu de ce qui précède, il nous est permis de douter de votre profil politique, des faits de persécution subis et des antécédents politiques familiaux invoqués. Quant au recrutement de gardien de village par vous invoqué, les informations objectives dont dispose le Commissariat général (lesquelles sont jointes à votre dossier administratif) stipulent que ce système a en principe pris fin en 2000 en vertu d'un décret gouvernemental. Si ce dernier ne semble pas toujours respecté dans la pratique, ce sont surtout les IDPs dont les villages sont occupés par des gardiens de village, qui subissent, à leur retour, des pressions pour rejoindre le système. Des gardiens volontaires semblent également encore avoir été recrutés. Notons que ces profils ne sont pas établis en ce qui vous concerne. Dans les sources consultées, on ne trouve aucune mention de recrutements officiels de nouveaux gardiens temporaires. Le 27 mai 2007, le parlement a adopté un amendement à la loi n°442 sur les villages. Cet amendement prévoit notamment une amélioration des conditions de travail des gardiens de village et il comporte également une disposition sur les critères de recrutement des gardiens de village temporaires, ce en cas de violences susceptibles de conduire à la proclamation de l'état d'urgence. Il semble donc impossible de savoir avec certitude si de nouveaux recrutements de gardiens de village ont lieu ou non. Quoi qu'il en soit, un tel recrutement ne peut être exclu à l'avenir, étant donné que la modification de la loi autorise le recrutement de gardiens supplémentaires en temps de menace imminente. Mais pour l'heure, on ne saurait parler d'une campagne de recrutement de gardiens de village à grande échelle. Relevons, à ce sujet, qu'il ne ressort pas non plus de votre dossier que vous soyez originaire d'une zone de sécurité temporaire. Il appert également à la lecture de ces mêmes informations que le refus de devenir gardien de village n'a jamais entraîné de sanctions de la part des autorités nationales. Si des pressions de la part des autorités locales suite à un tel refus existent, elles peuvent être évitées en s'installant ailleurs dans le pays, par exemple, dans l'une des grandes villes en dehors du sud-est de la Turquie, ce à condition de ne pas avoir été poursuivi en justice et d'être un militant avec un degré d'engagement peu élevé. Ce profil est par contre établi en ce qui vous concerne (CGRA, pp.7, 8, 9 et 13). A l'identique, notons que vous vous êtes également montré confus quant à l'événement qui serait à l'origine de votre fuite de Turquie. Il convient de relever que vous n'avez pu citer aucun nom de membres du PKK, ce alors que vous soutenez les avoir aidés pendant près de dix ans, à une fréquence soutenue et que vous avez précisé qu'il s'agissait là le plus souvent des mêmes personnes (CGRA, pp.7, 10, 11 et 12). Soulignons encore que le peu d'empressement que vous avez manifesté à quitter votre pays d'origine (plus de sept mois par rapport à la proposition qui vous aurait été faite de devenir gardien de village) ainsi que les raisons avancées pour le justifier (à savoir, le fait que vous cherchiez une filière) sont incompatibles avec l'existence, dans votre chef, d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève précitée, ce d'autant qu'il ressort de vos dépositions que vous fuyiez vos autorités nationales, que vous avez divorcé et que vous avez travaillé, même au noir, pendant cette période (CGRA, pp.11, 12 et 13). Au surplus, il paraît pour le moins surprenant de constater que vous vous présentez spontanément à vos autorités nationales en 2006 afin de vous voir délivrer une carte d'identité, ce alors que vous relatez des mauvais traitements substantiels infligés cette année-là par ces mêmes autorités (CGRA, pp.6 et 11). Soulignons au sujet des problèmes psychologiques que vous invoquez que ceux-ci ne sont étayés par aucun élément concret sur base

desquels le Commissariat général serait tenu de procéder, dans votre chef, à une expertise médicale. Celle-ci ne s'avère pas nécessaire pour appuyer, vous concernant, une analyse du risque qui, elle, a été effectuée par mes services (CGRA, pp.11 et 15). Notons enfin qu'il ressort d'une analyse approfondie de la situation en Turquie (voir les informations jointes à votre dossier administratif), qu'à l'heure actuelle, si l'on constate effectivement dans le sud-est du pays une recrudescence des combats opposant les forces armées turques aux milices du PKK, ceux-ci semblent toutefois limités aux régions montagneuses situées autour des zones urbaines des provinces de Hakkari, Siirt, Sirnak, Bingol, Bitlis, Diyarbakir, Mus et Tunceli. Il n'y a pas de confrontations armées entre le PKK et les autorités turques dans les villes. De plus, cette analyse indique que les deux parties engagées activement dans les combats, à savoir le PKK d'une part et les forces de sécurité turques d'autre part, se prennent mutuellement pour cibles ; les civils ne sont par contre pas visés par l'une de ces parties au combat. L'analyse précitée montre ainsi que les victimes de ces combats appartiennent essentiellement à l'une des deux parties belligérantes. De cette analyse de la situation sécuritaire dans le sud-est de la Turquie, l'on peut conclure que, à l'heure actuelle, il n'existe pas de risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la Loi sur les étrangers.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. La requête introductive d'instance

- 2.1. La partie requérante, dans sa requête introductive d'instance, confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.
- 2.2. Elle invoque la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 sur la motivation formelle des actes administratifs, des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, de l'article 1, A (2) de la Convention internationale relative au statut des réfugiés, signée à Genève, le 28 juillet 1951 et de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.
- 2.3. Elle estime que la partie défenderesse n'a pas examiné au fond sa crainte de persécution au regard de la Convention de Genève.
- 2.4. Elle constate que les droits humains sont violés à grande échelle en Turquie, que les partis politiques kurdes sont poursuivis par les autorités turques, ce qu'indiquent d'ailleurs les informations du CEDOC (sic). La vie et la liberté du requérant sont menacées en raison de son origine ethnique et de ses convictions politiques. En cas de retour dans son pays, il encourt un risque réel de subir des menaces graves contre sa vie et sa personne, en raison d'une violence « à cause d'un conflit armé interne ».
- 2.5. Elle sollicite la réformation de l'acte attaqué et la reconnaissance de la qualité de réfugié au requérant ou, au moins, l'octroi du statut de protection subsidiaire. A titre subsidiaire, elle postule d'annuler l'acte attaqué et d'ordonner un examen supplémentaire sur les persécutions vécues par les Kurdes ethniques et sur « la possibilité de garantir suffisamment de protection légale ».

3. La note d'observation

- 3.1. La partie défenderesse, dans sa note d'observation, rappelle le principe général de droit selon lequel la charge de la preuve incombe au demandeur.
- 3.2. Elle constate qu'en termes de requête, la partie requérante n'apporte aucune critique concrète et adéquate des motifs inscrits dans l'acte attaqué.
- 3.3. Quant à la protection subsidiaire sollicitée, la partie défenderesse rappelle le principe selon lequel l'octroi de cette protection subsidiaire est subordonné à la production de déclarations précises cohérentes et exemptes de toute divergence, quod non en l'espèce.

4. L'examen de la demande au regard de l'article 48/3 de la loi

- 4.1. L'article 48/3 de la loi en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1^{er} de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967 [ci-après dénommée « convention de Genève »]* ». Ledit article 1^{er} de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».
- 4.2. La décision attaquée refuse d'octroyer au requérant la qualité de réfugié et le statut de protection subsidiaire en raison d'omissions, de divergence, d'imprécisions et de renseignements erronés. Elle juge étonnant que le requérant puisse représenter un danger aux yeux des autorités turques au vu de son faible degré d'implication dans la cause kurde. Elle estime, par ailleurs, que ses déclarations sur le recrutement des gardiens de village ne correspondent par aux informations objectives jointes au dossier administratif. Elle lui reproche encore le peu d'empressement mis à quitter la Turquie et juge surprenant qu'il se soit adressé à ses autorités en vue de la délivrance d'une carte d'identité alors même qu'il invoque des mauvais traitements infligés durant la même période par ces mêmes autorités. Elle soulève, enfin, que les problèmes psychologiques invoqués par le requérant ne sont étayés par aucun document médical et pose que l'analyse de la situation sécuritaire dans le sud-est de la Turquie ne permet pas de conclure qu'actuellement, il existe un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi du 15 décembre 1980.
- 4.3. La partie requérante joint à sa requête, à titre d'élément nouveau, un rapport de l'US Department of State, « Turkey Country Report on Human Rights Practices for 2007 » du 11 mars 2008.
- 4.4. Lorsqu'un nouvel élément est produit devant le Conseil, « *l'article 39/76, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, [de la loi du 15 décembre 1980], doit être interprété en ce sens qu'il ne limite pas le pouvoir de pleine juridiction du Conseil du contentieux des étrangers qui connaît des décisions du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides* » (Cour constitutionnelle, arrêt n° 81/2008 du 27 mai 2008, dispositif, M.B., 2 juillet 2008). Cela implique notamment que « *cette disposition doit se lire, pour être conforme à la volonté du législateur de doter le Conseil d'une compétence de pleine juridiction en cette matière, comme imposant au Conseil d'examiner tout élément nouveau présenté par le requérant qui soit de nature à démontrer de manière certaine le caractère fondé du recours et d'en tenir compte, à condition que le requérant explique de manière plausible qu'il n'était pas en mesure de communiquer ce nouvel*

élément dans une phase antérieure de la procédure.» (Cour constitutionnelle, arrêt n°148/2008 du 30 octobre 2008, III, B. 6. 5, M.B., 17 décembre 2008).

- 4.5. Le Conseil estime que ce nouveau document ne satisfait pas aux conditions prévues par l'article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980, tel qu'il est interprété par la Cour constitutionnelle, en ce que cette pièce aurait pu être présentée dans une phase antérieure de la procédure, celle-ci datant du 11 mars 2008 et le requérant ayant été entendu par la partie défenderesse le 16 décembre 2008, et qu'aucune explication plausible n'est donnée par la partie requérante sur sa remise tardive. Le Conseil décide dès lors de l'écarter des débats.
- 4.6. Le Conseil, en l'espèce, rappelle le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (HCR, Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié, Genève, 1979, p.51, §196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique.
- 4.7. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.
- 4.8. A la lecture du dossier administratif, le Conseil estime que tous les motifs formulés dans la décision attaquée sont conformes aux pièces du dossier et qu'ils sont pertinents. Le Conseil observe, à l'instar de la partie défenderesse dans sa note d'observation, que la partie requérante n'avance aucune explication convaincante aux nombreux reproches formulés dans l'acte attaqué. Celle-ci se contente, en effet, d'indiquer que les droits de l'homme ne sont pas respectés en Turquie et que la partie défenderesse a omis de prendre en considération cette situation dans son analyse. La partie requérante reste cependant en défaut d'expliquer en quoi les motifs de l'acte entrepris seraient inadéquats et n'apporte aucune justification concrète aux nombreuses imprécisions et divergences relevées par l'acte attaqué. Le Conseil pointe plus particulièrement, outre les nombreuses imprécisions et confusions présentes au sein de son récit, une omission importante relative aux détentions subies qui mine totalement la crédibilité des propos tenus par le requérant. Il juge également invraisemblable que le requérant puisse, au vu de son profil peu politisé et peu impliqué dans la cause kurde, faire l'objet de telles représailles de la part des autorités turques.
- 4.9. Le Conseil relève, par ailleurs, que la partie requérante ne produit en termes de requête aucun élément concret qui constituerait un commencement de preuve des problèmes allégués, le seul document produit au dossier étant la carte d'identité du requérant. Ce constat déforce encore davantage sa demande.
- 4.10. La partie requérante reste également en défaut d'apporter la moindre explication circonstanciée ni le moindre élément concret sur la situation de membres de sa famille selon elle impliqués politiquement, ce qui lui était pourtant reproché dans l'acte attaqué.
- 4.11. Le Conseil n'aperçoit pas, non plus, de motif susceptible de l'amener à l'annulation de la décision attaquée et au renvoi de la cause au Commissariat général aux

réfugiés et apatrides. La partie requérante se contente, en effet, de poser qu'il faut une enquête complémentaire sur les persécutions vécues par les Kurdes ethniques et sur « la possibilité de garantir suffisamment de protection légale » mais elle ne développe pas du tout son argumentaire à ce sujet et n'expose pas dans sa requête le moindre argument pour solliciter l'annulation de la décision attaquée, en application de l'article 39/2, §1^{er}, alinéa 2, 2°, de la loi, à savoir que celle-ci serait « entachée d'une irrégularité substantielle qui ne saurait être réparée par le Conseil » ou qu'il « [manquerait] des éléments essentiels qui impliquent que le Conseil ne peut conclure à la confirmation ou à la réformation visée au 1° sans qu'il soit procédé à des mesures d'instruction complémentaires ». Le Conseil ne peut donc accéder à cette demande.

- 4.12. Le Conseil est d'avis que la partie requérante ne développe aucun moyen susceptible de l'éclairer, de manière concrète et sur base individuelle, sur la réalité des persécutions invoquées, ni a fortiori, sur le bien fondé des craintes du requérant.
- 4.13. Le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi la partie défenderesse aurait violé les dispositions visées au moyen. Elle ne convainc nullement le Conseil de la réalité des faits de persécution qu'elle invoque ni du bien-fondé des craintes qu'elle allègue.
- 4.14. En conséquence, le Conseil est d'avis que le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays ou qu'il en reste éloigné par crainte au sens de l'article 1er, section A, §2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951.

5. L'examen de la demande au regard de l'article 48/4 de la loi

- 5.1. L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que le « *statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut bénéficier de la l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées au § 2 [...]* ». Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves :*

- a) *la peine de mort ou l'exécution ; ou*
- b) *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou*
- c) *les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

- 5.2. Le Conseil relève, en l'espèce, que la partie requérante, dans sa requête, demande l'octroi de ladite protection car le requérant risque de subir « des menaces graves contre sa vie ou sa personne en raison d'une violence aveugle à cause d'un conflit armé ». Elle avance que le requérant craint d'être puni sévèrement en raison de son origine et des convictions politiques.
- 5.3. La partie requérante se contente de ces deux affirmations pour appuyer sa demande de protection subsidiaire qu'elle ne développe pas davantage. Elle ne fournit aucun élément pertinent ni un tant soit peu concret qui permettrait d'établir son récit et un risque personnel d'encourir de telles atteintes graves. Nonobstant ce constat, le Conseil n'aperçoit, ni dans la requête, ni dans les éléments du dossier administratif, d'élément permettant de conclure qu'il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, le requérant encourrait un risque réel de subir des atteintes graves. Dès lors que les faits allégués à la base de la demande ne sont pas

tenus pour crédibles, il n'existe, en effet, pas de « *sérieux motifs de croire* » que le requérant « *encourrait un risque réel* » de subir « *la peine de mort ou l'exécution* » ou « *la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine* » au sens de l'article 48/4, § 2, a) et b) de la loi.

- 5.4. Le Conseil note, enfin, quant au risque d'atteintes graves en raison *d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi, que la partie requérante ne développe pas du tout son argumentation à ce sujet et ne produit aucun élément d'information concret pour appuyer ses dires. Les informations invoquées en termes de requête, reprises du rapport du centre de documentation de la partie défenderesse, de même que l'ensemble des informations qui y sont présentes, ne permettent pas de conclure à l'existence d'une violence aveugle et généralisée aujourd'hui en Turquie. Le Conseil n'aperçoit dès lors pas de raison d'octroyer au requérant le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4, §2, c) de la loi.
- 5.5. La requête soulève un moyen pris spécialement de la violation de l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme mais ne dit pas en quoi la décision attaquée aurait violé cette disposition. Nonobstant ce constat, il a, déjà été répondu à cet argument sous l'angle de la demande d'octroi de la protection visée à l'article 48/4 de la loi, la définition des atteintes graves de cette disposition dans son petit b) couvrant celles visées par l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.
- 5.6. En conséquence, il n'y a pas lieu d'octroyer la protection subsidiaire à la partie requérante.

**PAR CES MOTIFS,
LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

Article 1^{er}

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la Ve chambre, le dix avril deux mille neuf par :

M.G. de GUCHTENEERE,	juge au contentieux des étrangers,
M. F. BORGERS,	greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

F. BORGERS.

G. de GUCHTENEERE.